



DECISION DU PRESIDENT N° 214-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : AVENANT AU CONTRAT RELATIF A L'HEBERGEMENT ET A LA MAINTENANCE DU LOGICIEL DES BIBLIOTHEQUES NANOOK

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la décision n°229-22 du 27 septembre 2022 attribuant l'hébergement et la maintenance du logiciel des bibliothèques Nanook à l'entreprise AFI de Lognes, pour un montant annuel de 7 629.74 € HT (du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025)

Considérant la nécessité de procéder à une refonte du portail des bibliothèques, il convient de passer un avenant de plus-value d'un montant annuel de 100.00 € HT à compter du 1^{er} juillet 2023,

DECIDE

Article 1 : de signer l'avenant de plus-value d'un montant annuel de 100.00 € HT au contrat d'hébergement et de maintenance du logiciel des bibliothèques « Nanook » passé avec l'entreprise AFI de Lognes.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 28 juillet 2023

Le Président
Jacky DALLEY